

N°974

du 29
NOVEMBRE
2016



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.7 1^{er} forum sur l'alimentation scolaire

**L'Ecole Primaire
Publique
« Alati Marché »,
une réussite des
cantines scolaires**

P.6 Session ordinaire du CCEM à Lomé/ Face à l'insécurité dans la CEDEAO

Les armées de la sous-région face à leur responsabilité

** D'importantes résolutions pour assurer la stabilité dans l'espace*



Le Général de Brigade Félix Abalo KADANGHA,
Chef d'Etat Major des FAT

P.7 Journée du Groupe Togo Telecom à
la 13^e Foire internationale de Lomé

**Le Groupe Togo Telecom
annonce la 4G pour 2017**

P.5 FOOTBALL/TOURNOI DE L'UEMOA

**Le Togo fait déjà
ses cartons...**

P.3 Prochaine Conférence ministérielle de la Francophonie au
Togo en novembre 2017

**A Lomé, l'OIF s'intéressera
à l'économie bleue**

P.4 Informations aux députés avant le vote de la loi de finances rectificative

**Les 12 biens publics qui
supportent le Sukuk
Etat du Togo 2016-2026**

AZIMUTS INFOS

Le premier tissu cardiaque synthétique et fonctionnel imprimé en 3D

Des chercheurs de l'université d'Harvard, aux États-Unis, ont créé un tissu cardiaque humain intégrant une puce associée à des capteurs. Imprimé en 3D, l'ensemble permet de simuler des dysfonctionnements et d'analyser l'efficacité et les conséquences d'un traitement médical sur la durée.

Aux États-Unis, des chercheurs de l'université d'Harvard, associés au laboratoire Wyss Institute ont imprimé en 3D du tissu cardiaque intégré à une puce et des capteurs. En informatique, on parle de system on a chip (SoC) pour caractériser une puce intégrant à la fois la mémoire vive, le processeur et les périphériques. Pour ce tissu humain, le principe est identique et les scientifiques évoquent la notion d'organ on a chip (organe sur une puce).

Le tissu cardiaque est constitué d'un polymère souple et translucide imprimé avec une résolution de l'ordre du micromètre, avec six encres spécifiques. L'ensemble a la particularité d'intégrer l'équivalent d'un réseau de canaux sanguins et de cellules. Incrustée à ce tissu, la puce sert à lui appliquer des contraintes physiques pour simuler la pression des poumons sur le cœur ou d'autres organes, mais aussi à lui donner les propriétés de cellules malades. Les capteurs intégrés relient les données en continu sur l'ensemble du tissu cardiaque. Ils récupèrent, par exemple, les variations des pulsations et la puissance du battement.

Selon les scientifiques, ce procédé devrait faciliter la recherche sur les traitements médicaux. Les milliers de tests nécessaires pourraient être réalisés directement sur ce tissu pour réduire la durée des études cliniques. Ce système permettrait, par ailleurs, d'éviter le sacrifice de milliers d'animaux pour tester les traitements.

L'impression 3D de tissus humains existe maintenant depuis quelques années. Outre de la peau et du tissu musculaire, l'impression 3D a déjà permis la reproduction de tissus d'organes complexes, comme ceux du foie.

WiGig : du Wi-Fi haut débit pour nous libérer des câbles

Télécharger un film Ultra HD en quelques secondes ou utiliser un casque de réalité virtuelle sans le moindre câble. Voici quelques-unes des promesses du WiGig. Cette technologie de transmission sans fil Wi-Fi (IEEE 802.11ad) utilise les hautes fréquences pour offrir un débit pouvant aller jusqu'à 8 Gbit/s. La Wi-Fi Alliance vient de lancer son programme de certification qui favorisera la commercialisation de produits compatibles.

En gestation depuis 2009, le WiGig, aussi connu sous le nom de Wi-Fi IEEE 802.11ad, vient de franchir une étape importante vers son adoption comme technologie grand public. La Wi-Fi Alliance, le consortium qui assure la promotion de la technologie Wi-Fi, a ouvert le programme de certification pour le WiGig. Concrètement, cela signifie que des produits compatibles et interopérables vont pouvoir enfin se démocratiser et ouvrir la voie à de nouveaux usages.

Le WiGig offre un débit théorique pouvant atteindre les 8 Gbit/s. Pour cela, il combine une technique de beamforming (création d'un faisceau d'ondes en émission/réception) et des hautes fréquences dans le spectre des 60 GHz. Ce dernier est moins congestionné que les bandes 2,4 et 5 GHz utilisées par le Wi-Fi actuel.

Le WiGig ne peut pas traverser les murs

Mais le WiGig a tout de même des limitations importantes. En effet, sa portée ne dépasse pas dix mètres (contre 35 mètres pour le Wi-Fi classique) et le signal ne doit rencontrer aucun obstacle, qu'il s'agisse d'objets, d'un mur ou même d'un corps humain. Le WiGig ne viendra donc pas remplacer le Wi-Fi dans une installation domestique mais plutôt le compléter pour les applications nécessitant une bande passante importante.

Par exemple, l'IEEE 802.11ad pourra permettre de télécharger un film en qualité HD en seulement quelques secondes ou bien de le diffuser en streaming depuis son smartphone sur un téléviseur. Les casques de réalité virtuelle comme l'Oculus Rift, le PlayStation VR ou le HTC Vive, pourraient aussi grandement bénéficier de l'apport de cette technologie en se débarrassant de la connectique physique qui les rend aujourd'hui peu commodes à utiliser.

Liberté d'expression

Les éditeurs réclament Asli Erdogan

Les éditeurs et libraires européens demandent la libération d'Asli Erdogan et de Neziye Albay

La Fédération des éditeurs européens, soutenue par la Fédération européenne des libraires et l'Union internationale des éditeurs, demande l'abandon de toutes les charges contre les deux auteures et leur libération sans condition. Leur procès est fixé au 29 décembre.

Lors de son assemblée générale

le jeudi 24 novembre à Strasbourg, la Fédération des éditeurs européens (FEE), soutenue par la Fédération européenne et internationale des libraires (EIBF) et l'Union internationale des éditeurs (UIE), a exprimé sa vive inquiétude concernant la situation de l'écrivaine Asli Erdogan et de l'auteure et traductrice Neziye Albay, incarcérées en Turquie.



Pensée

Bourdieu, retour gagnant

Le parcours et l'influence du sociologue, qui a ancré ses travaux dans le quotidien, retracés par l'écrivain Pierre Bergounioux à l'occasion de la publication du deuxième volume de ses cours au Collège de France.

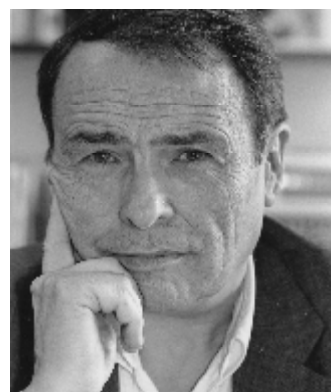
Pour des raisons qu'il connaissait mieux que personne et qu'il a vues, Pierre Bourdieu est celui qui a fait tomber les langages savants, les formes les plus prestigieuses, les plus éthérées de la pensée, du ciel des idées jusqu'au "sol originel de l'existence" - il emprunte la formule à Lukács.

L'effet immédiat de sa lecture, qu'avaient relevé Baudet et Establet, c'est de parler comme aucune autre au lecteur. "Bourdieu a réintroduit à la fois les individus et la vie dans les analyses de classe. De là le caractère personnellement impliquant de la plupart de ses textes." Il a échappé au travers de la théorie d'être "grisé", selon le vieux Goethe, déjà, c'est-à-dire de ne pas nous affecter vraiment, donc de rester lettre morte - les "topos".

Ceux qui ont lu à parution ou peu après les Héritiers se rappelleront toujours la révélation que furent ces pages quand ils auraient parcouru d'un œil froid l'enquête de l'Insee qui dressait, à la même époque, le même constat, à savoir le rapport entre l'origine sociale et la réussite scolaire.

Quel penseur allemand constatait que Bourdieu avait non seulement levé les obstacles épistémologiques, brisé les antinomies entre lesquelles la recherche en sciences sociales était écartelée (objectivisme / subjectivisme, physicalisme / perspectivisme), mais marié le travail de terrain, l'enquête personnellement conduite auprès des gens, à la réflexion de haut vol puisque la moindre observation sur ce que les hommes sont, disent ou font, engage, qu'on le sache ou pas, le veuille ou non, les catégories ultimes d'une civilisation. "Un Français a fait ça."

Si le monde consiste, en partie, dans l'idée qu'on en a, il n'est plus le même depuis que Bourdieu a passé. Comme les peintres, selon Proust, qui agissent eux-mêmes à la manière des ophtalmologistes, il a changé notre vision. Il nous a dessillés. Il a fait valoir que "les agents sociaux avaient cette propriété de percevoir et de se représenter le monde social", dont l'objectivisme européen, le marxisme surtout, avait fait abstraction, avec les conséquences désastreuses que l'on sait, désormais, et jusqu'à l'échec historique du socialisme réel. Les hommes deviennent des marionnettes, victimes d'une fausse conscience, porteurs



(*"Träger"*) aveugles et sourds de structures enfouies dans l'inconscient ou la matérialité des forces productives.

Mais le subjectivisme développé outre-Atlantique, l'ethnométhodologie, Garfinkel et Schütz, Goffman (que Bourdieu a fait traduire et publié dans sa collection, aux Éditions de Minuit) oublient, de leur côté, que la simple agrégation des représentations individuelles transcende chacune d'entre elles et constitue, par le fait, une réalité distincte, objective.

Mais "un provincial gascon qui n'a rien compris au jeu parisien (rires dans la salle)" n'aurait pas pu se contenter de faire le philosophe. Ce dernier se prévaut d'"une vérité sur nous que nous n'avons pas" sans se demander si sa position, sa distance à la pratique, à la Gascogne peut-être, ne l'indigent pas "à donner sa conception de la réalité pour la réalité de la conception".

Après un débur par Paris, Bourdieu a trouvé son chérin de Darnas en Algérie. Il bouillait, de son propre aveu, d'"une révolte vide". Ce qu'il découvrait, de l'autre côté de la Méditerranée, cristallise les tensions internes nées d'une trajectoire complètement imprévisible, déroutante. Il entreprend, au péril de sa vie, des enquêtes ethnographiques dans la Kabylie insurgée, que facilite sa familiarité profonde, originelle, avec la paysannerie montagnarde. Lorsque, de retour en France, il se tourne, en sociologue, vers ses compatriotes, il introduit dans son approche l'attention au détail empirique, l'observation concrète et, pour le coup, participante, qu'il a pratiquées en Algérie. "Si je travaillais sur les Nambikwara, tout le monde trouverait cela sympa, pas ethnocentriste du tout, humaniste, mais, parce que je travaille sur mes contemporains les plus proches, ça fait des frissons spéciaux, qu'on n'a pas quand on lit *Tristes Tropiques*."

Il précise, dans le cours du 12 juin 1986. Le passage de l'implicite à l'explicite est "un véritable acte de création. Les gens qui contrôlent ce pas-

sage ont la capacité de transformer la pratique, le confus, le flou, le vague qui constituent l'essentiel de notre expérience du monde social en discours explicite, constitué, formalisé, codifié, homologué, tel qu'on soit d'accord sur les mêmes mots". Et, un peu plus loin : "C'est l'effet prophétique typique, un changement de statut ontologique. L'expérience implicite des agents peut s'en trouver transformée." C'est dit.

Aveu de perdition

Les discours savants, s'ils diffèrent du langage ordinaire, c'est par leur rigueur, leur cohérence, leur haute réflexivité, leur forte teneur prophétique. Ils répondent par avance aux objections qu'ils vont soulever. La pensée de Bourdieu, qui s'est construite contre les visions et les divisions antérieures ou contemporaines, porte ces vertus au suprême degré. Pas d'opposition qu'il n'envisage et ne préviennent ou ne désarme, preuves chiffrées à l'appui. L'Insee, la science d'Etat de la société, refondra ses catégories socioprofessionnelles à la lumière de la Distinction. Et avec ou malgré ça, la difficulté consciente d'accéder à une connaissance approchée du monde social, l'aveu récurrent, douloureux, d'insuffisance, de perdition : "J'imagine que beaucoup d'entre vous ont un sentiment d'errance." Plus loin : "Encore une fois, je n'ai malheureusement pas commencé le commencement de ce que je voulais dire." Et aussi : "Je souffre en disant toutes ces choses."

La meilleure partie de ce qu'a dit Bourdieu, entre 1982 et 1986, ceux qui ne pouvaient se rendre au Collège de France pour l'écouter ont pu en prendre connaissance, dès alors

ou peu après, grâce aux nombreuses publications qu'il a données, durant ces années, et par la suite, encore. Il leur manque, bien sûr, cette vibration que la parole, la présence physique impriment aux choses dites. "La sociologie oublie toujours que les agents sociaux ont un corps." "On ne comprend vraiment que dans la mesure où on peut redramatiser."

"Faux pléonasmisme"

Comme l'indique le titre du cours, c'est l'ensemble de sa philosophie que Bourdieu a exposé durant les quatre premières années de son enseignement. Il puise dans ses travaux antérieurs et annonce ceux, sur la littérature, la peinture, les Beaux-Arts, qui paraîtront dans les années 90.

Patrick Champagne et Julien Duval ont réalisé un admirable travail d'édition. Ils sont allés chercher les références bibliographiques extrêmement nombreuses, souvent elliptiques, parfois obscures, que Bourdieu égrenait en passant. Ils ont dressé l'index, fort long, des noms, celui, complexe, des notions, ajouté les résumés des cours publiés dans l'annuaire du Collège de France. Julien Duval a situé précisément l'ouvrage dans l'époque et l'œuvre de Bourdieu.

Une photographie montre, voilà quelques années, une petite manifestation d'enseignants. Dépassant les têtes, avec les banderoles, les sigles syndicaux, les calicots de revendications, un carton et deux mots : "Bourdieu, reviens !" Il va y avoir quinze ans qu'il nous a quittés. Mais si l'existence de quelqu'un se mesure à ses effets dans un champ, voire dans le champ des champs, dans la société, alors il reste parmi nous, agissant, présent.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Révisé N° 0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvester D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

Prochaine Conférence ministérielle de la Francophonie au Togo en novembre 2017

A Lomé, l'OIF s'intéressera à l'économie bleue

Jean Afolabi

La Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF) se réunit chaque année afin d'assurer la continuité politique du sommet. Le Togo accueillera en novembre 2017 à Lomé la Conférence ministérielle de la Francophonie

(CMF). Décision adoptée jeudi dernier à Madagascar par les ministres des Affaires étrangères de l'organisation réunis en prélude au XVIème sommet des 26 et 27 novembre, apprend-on du ministère togolais des Affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine.

La 33e session de la CMF portera sur l'économie bleue, qui a un lien intrinsèque avec le sommet extraordinaire de l'Union Africaine sur la sécurité et la sûreté maritime et le développement en Afrique qui s'est tenu en octobre dernier au Togo et qui a consacré la Charte de Lomé. Le gouvernement togo-

Gestion durable et concertée de la pêche et de l'aquaculture dans l'espace UEMOA

Identifier des pistes d'actions et de collaboration entre acteurs de l'Union

Des directeurs des pêches et des statisticiens du Togo et des autres pays membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau, du Mali, du Niger et du Sénégal) bouclent aujourd'hui à Lomé deux jours d'un colloque destinée à renforcer les capacités des institutions et des acteurs de la région en vue d'une gestion améliorée et durable de la pêche et de l'aquaculture en Afrique de l'ouest. Plus spécifiquement, la rencontre offrira un espace d'échange d'expériences et de réflexion sur des thématiques d'intérêt régional dans le secteur. Il sera alors identifié des pistes d'actions et de collaboration entre les acteurs en vue d'améliorer la gestion de la pêche et de l'aquaculture dans la région.

Il est attendu de ce colloque que : les résultats et acquis des projets et programme de l'Uemoa sur la pêche et l'aquaculture soient diffusés ; les expériences des acteurs en matière de gestion du secteur soient partagées ; des propositions d'amélioration de la gestion soient formulées. Le colloque rassemble également des représentants d'organisations professionnelles, des institutions de recherche et des partenaires telles que l'Union africaine, la CEDEAO, la FAO et l'Union européenne.

En rappel, la Commission de l'Uemoa a adopté en 2001 la Politique agricole de l'Union (PAU), dont la mise en œuvre repose sur l'exécution de plusieurs programmes notamment celui du développement de la pêche et de l'aquaculture. On estime à la Commission de l'Uemoa que pour promou-

voir le développement durable du secteur, la coopération au niveau continental, régional et sous régional est indispensable.

Au Togo, de l'avis du ministre de l'Environnement et des ressources forestières, André Johnson à l'ouverture des travaux hier lundi, le secteur de la pêche et de l'aquaculture représente un enjeu important et mobilise plusieurs acteurs. Il joue un rôle économique, nutritionnel et social important. Malgré la faible potentialité en produits halieutiques, ce secteur emploie près de 22 000 personnes et contribue à 4% au PIB agricole et à 1,3% au PIB national.

La production halieutique annuelle avoisine 25 000 tonnes dont 1 000 tonnes pour le système lagunaire et 3 000 tonnes pour la pêche continentale, renseigne le ministre Johnson. Cette production couvre environ 30% des besoins nationaux. Dans cette optique, estime-t-il, promouvoir le développement durable de la pêche et de l'aquaculture devient plus qu'une nécessité et demande une attention particulière.

«Aussi, afin de garantir une gestion durable de la ressource et accroître les productions nationales, des investissements importants ont été réalisés pour la gestion des pêcheries lagunaires, d'eau douce à l'intérieur du pays, des pêcheries maritimes à la senne de plage, la promotion de l'aquaculture d'eau douce. Les activités post-capture, qui emploient une importante population de femmes, font l'objet d'une attention particulière : appui à la conservation, installation d'une plateforme de fumage de poissons pour la pêche maritime et

des fours de fumage améliorés pour les pêcheries d'eau douce», a déclaré André Johnson. Avant de préciser : «De nombreuses organisations d'acteurs professionnels animent ce secteur au Togo et dans la perspective de construction d'un nouveau port de pêche avec des infrastructures modernes pour le débarquement des captures de pêche maritime et la mise en œuvre de la stratégie de développement de l'économie bleue, une meilleure organisation des acteurs devient un impératif».

Toutefois, malgré ce rôle indéniable dans la sécurité alimentaire des pays respectifs, la gestion des ressources halieutiques est, d'après le ministre de l'Environnement, confrontée à de nombreux défis : la recrudescence des activités de surpêche, les prélèvements anarchiques de la pêche illégale, la faiblesse des systèmes de gestion des efforts de pêche, du contrôle et de la surveillance des opérations de pêche, la prolifération des organisations d'acteurs professionnels jouant le rôle d'interface entre le gouvernement et les communautés des pêcheurs. Face à ces défis, des zones de réserves marines protégées et des outils de gestion adaptés sous l'égide des communautés économiques devraient être mis en place. Cela induirait de facto une convergence des corpus juridiques et des volontés politiques dans une même zone afin d'éviter le pillage des territoires plus libéraux, a-t-il affirmé. Toute chose qui cadre avec le programme de développement du secteur commun au huit pays membres de l'Uemoa et le colloque de Lomé.



Photo de famille des Ministres des Affaires Etrangères des pays membres de la Francophonie à la fin de la Conférence des ministres

lais, en collaboration avec les instances de l'OIF, s'inspirera du contenu de ce document pour répondre à l'enjeu crucial du développement des Etats membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) à travers l'économie bleue, a expliqué le ministre Robert Dussey dans un entretien avec le portail officiel Republicoftogo.com.

En octobre de l'année dernière à Erevan (Arménie), le chef de la diplomatie togolaise, Robert Dussey, avait indiqué que son pays était prêt à organiser cette réunion, précise-t-on. La CMF se réunit chaque année afin d'assurer la continuité politique du sommet. Les Etats et gouvernements membres ou observateurs de l'OIF y sont représentés par leur ministre des Affaires étrangères ou le ministre chargé de la Francophonie.

AAntananarivo, les Chefs d'Etat et de gouvernement se sont engagés, grâce à une coopération ac-

crue et à la mise en œuvre de cadres juridiques et institutionnels pertinents, tels que la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée et les protocoles s'y rapportant, à intensifier les efforts pour prévenir et combattre le trafic de migrants, éradiquer la traite des êtres humains et lutter contre l'exploitation des personnes, en particulier les femmes et les enfants. Ils se sont dit déterminés à renforcer la lutte contre la criminalité organisée et les organisations terroristes. Ils ont réaffirmé leur engagement à gouverner démocratiquement dans le strict respect de leurs constitutions, selon les principes de l'Etat de droit, à garantir la liberté d'expression, la protection effective et la sécurité des journalistes, la liberté de la presse, le développement de mécanismes indépendants de régulation des médias, en mettant l'accent sur le respect de la déontologie, à assurer plus largement la liberté de réunion et d'association, les droits et

libertés des citoyens, des partis politiques légalement établis, des syndicats, de la société civile, et des médias, à promouvoir et à protéger, dans la loi et dans la pratique, un environnement propice et sûr pour la société civile.

L'Arménie accueillera le prochain sommet de la Francophonie en 2018. L'OIF compte désormais 84 Etats et gouvernements membres, avec l'adhésion de la Nouvelle-Calédonie, l'Argentine, la Corée du Sud, et la province canadienne d'Ontario. L'Arabie saoudite, en revanche, n'a pas été admise au sein de la Francophonie.

Au total, moins d'une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement étaient présents à Antananarivo, une affluence modeste au regard du nombre de pays membres ou observateurs de l'OIF, indique-t-on au ministère des Affaires étrangères dont le ministre, Robert Dussey, a représenté le Chef de l'Etat à cette conférence.

Coopération militaire naissante entre le Togo et le Maroc Les cadres des FAT à l'école et centres de formation des FAR

Sur instructions royales, le général de corps d'armée Bouchaïb Arroub, inspecteur général des Forces armées royales (FAR) du Maroc et commandant la Zone sud, a reçu, le lundi 28 novembre 2016, à l'Etat-major général des FAR à Rabat, le général de brigade, Chef d'Etat-major des Forces armées togolaises (FAT). Les entretiens ont porté sur la coopération militaire entre le Royaume du Maroc et la République du Togo, indique un communiqué de l'Etat-major général des Forces armées royales, précisant que cette coopération porte essentiellement sur la formation des cadres de l'armée togolaise au sein des écoles et centres de formation des Forces armées royales, ainsi que sur



l'échange de visites.

Les deux responsables ont, par ailleurs, examiné les moyens d'encourager et d'élargir cette coopération, ajoute le communiqué repris par Maroc arabe presse (MAP). La coopération militaire et technique entre les deux armées est en cours d'être consolidée par

un mémorandum d'entente entre le Maroc et le Togo.

Il est rappelé que le Chef d'Etat-major des Forces armées togolaises effectue une visite au Royaume du Maroc, du 27 au 30 novembre 2016, à la tête d'une délégation militaire.

Informations aux députés avant le vote de la loi de finances rectificative

Les 12 biens publics qui supportent le Sukuk Etat du Togo 2016-2026

Jean Afolabi

Dix jours après son adoption par le gouvernement, la loi de finances rectificative, gestion 2016, a été acceptée par les députés réunis en séance plénière le 24 novembre 2016. Ceci est rendu nécessaire par l'évolution financière intervenue dans l'exécution de la loi de finances initiale adoptée le 29 décembre 2015 (1.002.161.599.000 francs Cfa). L'objectif est de résorber le déficit budgétaire initial qui se chiffrait à 39,4 milliards de francs Cfa. Les hypothèses macroéconomiques sur lesquelles étaient fondées les prévisions budgétaires initiales pour 2016 ont connu une évolution, selon le gouvernement. Le taux de croissance, initialement prévu à 5,3%, a été réajusté à 5% lors de la révision du cadrage macroéconomique d'octobre 2016. En plus, la mobilisation des ressources additionnelles sur le marché de l'UEMOA pour financer les dépenses sociales dans le cadre du Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC) et le remboursement d'une partie des arriérés de la dette intérieure, ainsi que le financement de certaines dépenses, notamment l'apurement des arriérés liés aux travaux des infrastructures routières, ont rendu nécessaire cette loi de finances rectificative. « Cette loi de finances rectificative, qui s'équilibre en recettes et en dépenses à 1.154.522.361.000 francs Cfa, dégageant un gap nul, fait suite à l'encaissement de recettes additionnelles, notamment le Sukuk Etat du Togo 2016-2026 ainsi que des nouveaux projets financés sur ressources externes notamment sous forme d'emprunts et de dons », a indiqué le ministre Sani Yaya de l'Economie et des finances devant les députés.

Et c'est ici que, suivant ce qui se fait quand il s'agit de cet équivalent islamique des obligations, les députés togolais ont voulu en savoir davantage sur le Sukuk lancé du 20 juillet au 10 août 2016, précisément en ce qui concerne les biens de l'Etat « mis en garantie ». Le ministère donne une précision essentielle et répond : « Il ne s'agit pas de garantie ni d'hypothèque ; il s'agit d'un financement adossé à l'usufruit des actifs sous-jacents comme l'exigent les principes de la finance islamique. Ces biens sont : site Foire Togo 2000, OTR Commissariat général, OTR Commissariat des impôts, Togo télécom (siège), Garage central, ministère des Travaux publics, UTB, LONATO (siège), CENI, ministère du Commerce, SAZOF (siège) et SAZOF-Zone portuaire ». En tout, **douze biens de l'Etat** pour soutenir l'opération de Sukuk. Avec une prévision de départ de 150 milliards de francs Cfa à travers 15 millions de titres d'une valeur nominale de 10.000 francs

Cfa, le montant total finalement levé est de 156 milliards de francs Cfa au taux d'intérêt de 6,5% pour une maturité de 10 ans dont 2 ans de différé. De façon globale, le Sukuk est un produit financier islamique émis (appel à l'épargne publique) par un Etat ou une entreprise et dont la rémunération est adossée à l'usufruit généré par un actif sous-jacent comme un bâtiment public. Son financement permet aux Etats de diversifier leurs sources de financement et de capter une part de liquidité des banques et des fonds d'investissement islamiques, lever des fonds à des conditions financières avantageuses, financer leurs projets d'infrastructures et d'investissement d'envergure. Il s'agit du premier emprunt du Togo sous forme de Sukuk, lancé sur la place financière ouest-africaine. La Société islamique pour le développement du secteur privé (SID), filiale de la Banque islamique de développement (BID), est l'arrangeur principal de l'opération. Les co-chefs de file du syndicat de placement sont SGI Africaine Bourse (Atijariwafa Bank), BOA Capital Securities (BMCE Bank of Africa), Coris Bourse (Coris Bank International), Ecobank Development Corporation (ETI) et Société de gestion et d'intermédiation du Togo (SGI Togo). Le Togo est le troisième Etat de l'Union économique monétaire ouest-africaine à se lancer sur le marché de la finance islamique, après le Sénégal et la Côte d'Ivoire.

Les recettes

Estimées à 1.151,027 milliards de francs Cfa contre une prévision initiale de 962,797 milliards de francs Cfa, les recettes connaissent une augmentation des recettes du budget général de 188,230 milliards de francs Cfa, soit 19,55%. Les recettes internes se chiffrent à 626,202 milliards de francs Cfa contre une prévision initiale de 630,400 milliards de francs Cfa, soit une diminution de 4,198 milliards de francs Cfa (-0,67%) par rapport aux estimations de la loi de finances initiale. Cette baisse intervient au niveau des recettes non fiscales. Elle s'explique par la conjugaison de (i) l'augmentation de 3,619 milliards de francs Cfa résultant de celle des autres recettes non fiscales de 1,5 milliard de francs Cfa et des revenus des domaines de 2,119 milliards de francs Cfa. L'accroissement des autres recettes non fiscales résulte des prélèvements pour apurement de la dette du secteur pétrolier (PADSP) (1,500 milliard de francs Cfa). Quant aux revenus des domaines, leur hausse est due essentiellement à l'octroi de la licence 3G à la société Mbov Togo (1,500 milliard de francs Cfa) représentant la première tranche et la compensation intervenue entre l'Etat et la BTCL sur la cession du terrain

sur lequel est érigé son siège (0,598 milliard de francs Cfa) ; (ii) et la diminution de 7,816 milliards de francs Cfa dont celle des dividendes, des recettes des services, des produits divers et des revenus des domaines pour respectivement 3,296 milliards, 1,944 milliard, 1,358 milliard et 1,218 milliard de francs Cfa. La baisse des dividendes est tributaire aux difficultés d'exploitation qu'ont connues la plupart des sociétés d'Etat ayant conduit, soit à l'annulation des prévisions de dividendes pour résultats déficitaires, soit au versement partiel des prévisions. Pour les recettes de services, la diminution s'explique essentiellement par la faible réalisation constatée à fin juin 2016 au niveau des régies de recettes du fait du manque de logistiques et du retard dans la prise de certains textes relatifs à la révision des tarifs. S'agissant des produits divers qui ne sont que les commissions sur transferts de la BCEAO, leur réalisation à fin juin 2016 étant en deçà des prévisions, leur diminution ne peut qu'être constatée par le collectif budgétaire car ces produits ne sont recouvrés qu'une seule fois dans l'année. Enfin, concernant la baisse des revenus des domaines, elle est principalement due au non démarrage des activités de certaines sociétés minières et de la résiliation de contrats pour d'autres.

Les recettes extraordinaires s'élèvent à 524,825 milliards de francs Cfa contre une prévision de 332,397 milliards de francs Cfa, soit une hausse de 192,427 milliards de francs Cfa (57,89%) par rapport aux prévisions de la loi de finances initiale. Cette augmentation est due au recours aux emprunts et dons pour respectivement 181,648 milliard et 10,780 milliards de francs Cfa afin de financer de nouveaux projets.

Après avoir précisé que, pour identifier les causes réelles des difficultés rencontrées par les régies de recettes dans la mobilisation des recettes des services, le gouvernement insiste qu'il va commander une étude diagnostique du fonctionnement des dites régies afin d'y apporter une « solution définitive ». Quant au montant global de la redevance téléphonique relative à l'octroi de la licence 3G à Mbov Togo, il est de 3,70 milliards de francs Cfa ; une quote-part de 25% (soit 0,93 milliard de francs Cfa) revient à l'Autorité de régulation des secteurs de télécommunications et des postes (ART&P) conformément au décret du 26 avril 2006 sur les redevances des télécommunications. Le solde (1,27 milliards de francs Cfa) sera payé en janvier 2017.

Les dépenses

Elles enregistrent une hausse de 14,58% par rapport aux prévisions initiales, en passant de 1.002,162 milliards de francs Cfa à 1.151,027 milliards de francs Cfa, soit une

augmentation de 148,865 milliards. Les dépenses primaires connaissent une hausse de 5,96% en passant de 435,564 milliards de francs Cfa à 461,528 milliards de francs Cfa, soit une augmentation de 25,964 milliards de francs Cfa. Cette hausse s'explique essentiellement par (i) l'augmentation des dépenses de personnel de 1,686 milliard de francs Cfa (0,92%), résultant de l'effet conjugué de leur hausse due à la programmation de nouvelles dépenses pour 4,765 milliards de francs Cfa liée principalement à la prise en charge des primes de rentrée et de bibliothèque des enseignants (4,700 milliards de francs Cfa) et de leur diminution de 3,079 milliards de francs Cfa due notamment à l'annulation des prévisions pour le recrutement au niveau de la santé et de l'éducation pour respectivement 1,584 milliard et 1,216 milliard de francs Cfa liée au retard de la proclamation des résultats ; (ii) la programmation de nouvelles dépenses de matériel pour 21,947 milliards de francs Cfa devant permettre de faire face essentiellement à l'acquisition de quatre hélicoptères pour la défense nationale pour un montant total de 10,650 milliards de francs Cfa et à la programmation des dépenses additionnelles relatives à l'organisation du sommet de l'Union africaine sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique (5,400 milliards de francs Cfa) ; (iii) l'augmentation des subventions et transferts de 2,331 milliards de francs Cfa due en grande partie au relèvement de la subvention de l'Agence nationale de volontariat au Togo pour 1,403 milliard de francs Cfa et à la prise en compte de la préparation des Eperriers pour la CAN 2017 pour 0,650 milliard de francs Cfa.

Les intérêts sur la dette se chiffrent à 52,906 milliards de francs Cfa contre une prévision initiale de 50,346 milliards de francs Cfa, soit une augmentation de 2,560 milliards de francs Cfa (5,08%). Cette hausse est due aux intérêts et commissions sur emprunts.

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 375,612 milliards de francs Cfa contre 322,225 milliards de francs Cfa initialement prévus, soit une augmentation de 53,387 milliards de francs Cfa (16,57%). Cet accroissement résulte de l'effet conjugué de (i) l'augmentation de 63,630 milliards de francs Cfa dont, primo, 23,766 milliards de francs Cfa de dépenses financées sur ressources internes pour la prise en compte de nouvelles contreparties de l'Etat dans les projets financés sur ressources externes (9,097 milliards de francs Cfa), des dépenses d'indemnités (7,932 milliards de francs Cfa), de la souscription au capital d'Afexirbank (2,969 milliards de francs Cfa) et de l'augmentation du capital de la BAD (1,372 milliard de francs



Sani Yaya, Ministre de l'Economie et des Finances

Cfa) ; secundo, 39,863 milliards de francs Cfa de dépenses financées sur ressources externes en dons et emprunts pour la prise en charge du Programme d'urgence de développement communautaire (28,700 milliards de francs Cfa), de nouveaux projets (8,783 milliards de francs Cfa) et du projet d'appui à la gouvernance fiscale (2,380 milliards de francs Cfa) ; (ii) et de la diminution de 10,243 milliards de francs Cfa au titre des projets d'investissement faisant l'objet de reports parce qu'ils ne pourront pas être exécutés au niveau de certains ministères au cours de la présente gestion. Cette diminution est de 6,807 milliards de francs Cfa pour les projets financés sur res-

sources internes et 3,436 milliards de francs Cfa pour ceux financés sur ressources externes.

L'amortissement de la dette est de 260,980 milliards de francs Cfa contre 194,026 milliards de francs Cfa par rapport aux prévisions initiales, soit une hausse de 66,954 milliards de francs Cfa (34,51%). La prise en compte de l'amortissement des bons du trésor (33 milliards de francs Cfa), le règlement des arriérés relatifs aux travaux d'infrastructures routières (15,629 milliards de francs Cfa), le souci de réduire davantage les arriérés commerciaux (14,008 milliards de francs Cfa) expliquent essentiellement cet accroissement.

Refinancement des prêts à l'habitat consentis par des banques

La CRRH-UEMOA va chercher 20,5 milliards sur le marché

Du 23 novembre au 22 décembre 2016, la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA (CRRH-UEMOA), dont le siège est à Lomé, propose au marché financier régional des pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo) sa sixième émission obligataire, les obligations "CRRH-UEMOA 5,85% 2016-2026", pour un montant de 20,5 Milliards de FCFA à 10 000 FCFA l'obligation, avec un intérêt de 5,85% l'an net d'impôt et taxe dans tous les pays de l'Union. Cet emprunt sûr et rentable, précise un communiqué, servira au refinancement par la CRRH-UEMOA, des prêts à l'habitat consentis par ses banques adonnaires à leurs clients.

La CRRH-UEMOA est une initiative régionale en faveur d'un meilleur financement de l'habitat dans les pays de l'UEMOA. Son actionnariat est constitué de 54 banques commerciales de l'Union, de la BOAD, première institution de financement à long terme de l'UEMOA, de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), institution de financement à long terme de la CEDEAO, de

Shelter Afrique, institution continentale dédiée à la promotion et au financement de l'habitat en Afrique. De façon spécifique, les activités de la CRRH-UEMOA offrent aux établissements de crédit de l'UEMOA, la possibilité d'avoir accès à des ressources longues sur le marché financier de l'Union pour le refinancement des prêts à l'habitat consentis à leurs clients, sur des périodes plus longues que de coutume, et à des taux plus compétitifs.

La CRRH-UEMOA est noté AA à long terme à l'échelle régionale depuis deux ans, avec perspective stable, et A1 à court terme avec perspective positive en 2016, par l'agence Bloomfield Investment Corporation. Ces notes font de la CRRH-UEMOA, l'un des risques les plus sûrs de l'UEMOA. Les cinq émissions obligataires précédentes de la CRRH-UEMOA, depuis juillet 2012, ont permis de mobiliser un montant total de 85,6 milliards de FCFA sur des maturités de 10 et 12 ans, au profit du refinancement des prêts à l'habitat consentis par 29 banques adonnaires, couvrant les 8 pays de l'Union et représentant 45 portefeuilles de prêts au logement refinancés.

FOOTBALL/TOURNOI DE L'UEMOA

Le Togo fait déjà ses cartons...

Les Eperviers n'ont pas réussi à se remettre de leur défaite inaugurale et ont laissé envoler leur chance de se qualifier pour la finale de la Coupe de l'Intégration de l'Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'ouest en s'inclinant de nouveau, lundi, face à la Côte d'Ivoire 0-1 dans les derniers instant de la partie.

Hervé A.

Les Eperviers ont ainsi dit adieu à leur rêve de se qualifier pour la finale de cette compétition qui les fuit depuis 2007. Et pourtant, ce n'est pas la volonté qui manquait au groupe de Sébastien Migné qui avait pris de bonnes résolutions après leur défaite de samedi devant le Mali 1-0.

Mais l'équipe manque du cran pour s'imposer dans un match qui était à leur portée.

En première rencontre de la deuxième journée dans le groupe A, le Mali a été tenu en échec par le Niger 0-0. Du coup les Aigles du Mali et les Eléphants de la Côte d'Ivoire se partagent la tête du groupe A avec 4 points chacun. Derrière, suivent le Niger (2 pts) et le Togo (0 pt).

Aujourd'hui, toujours au stade



de Kégué, le groupe Bentame sa deuxième journée. En première rencontre, le Burkina Faso (0 pt), battu par le Sénégal lors de la première journée 1-2, affronte la Guinée Bissau, tombeur du Bénin 1-

0. En deuxième rencontre, le Bénin cherchera à refaire son retard face au Sénégal (3 pts).

Mercredi, le Togo retrouvera le pré, au stade municipal de Lomé pour au moins chercher une victoire

de consolation face au Niger qui est toujours en course. Ala même heure, mais au stade de Kégué Ivoiriens et Maliens se livreront un duel sans merci pour s'adjuger l'unique billet qualificatif du groupe A

Amavi répond à l'intérêt de l'OM

Jordan Amavi serait dans le viseur de l'Olympique de Marseille. Mais, visiblement, le latéral gauche qui évolue à Aston Villa n'a pas spécialement envie de quitter son club, en deuxième division anglaise.

Interrogé par So Foot, Jordan Amavi assume totalement cette décision. "Au mercato d'été, j'avais dit à mon agent que je voulais rester, et les dirigeants m'ont demandé mon avis aussi. Si des clubs s'étaient positionnés, je ne sais pas si Villa m'aurait laissé partir, mais moi, j'avais décidé de rester", dit-il.

Forcément, cette situation particulière pour un joueur annoncé aussi prometteur attire les regards, et notamment du côté de l'Olympique de Marseille.

"Pour l'instant, je suis à Aston Villa, ils comptent sur moi. Je ferai tout mon possible pour les faire remonter. La suite, on verra plus tard. Je ne pense pas que j'irai à l'Olympique de Marseille, je suis à Aston Villa et je ne pense pas être sur le départ", a indiqué l'ex-Niçois de 22 ans.

Mauricio Pochettino tacle Moussa Sissoko

L'entraîneur de Tottenham Mauricio Pochettino s'en est ouvertement pris à son milieu de terrain français Moussa Sissoko après la défaite des Spurs à Chelsea samedi. Non retenu pour cette rencontre, l'international est loin d'avoir fait ses preuves depuis son transfert cet été depuis Newcastle.

Pendant que ses coéquipiers s'inclinaient pour la première fois de la saison en championnat à Chelsea (2-1), Moussa Sissoko a passé son samedi... chez lui. L'international français n'a pas été retenu dans le groupe de Tottenham pour affronter les Blues dans le choc de la 13e journée. L'entraîneur des Spurs, Mauricio Pochettino, a d'ailleurs clairement revendiqué le fait d'avoir laissé de côté sa recrue phare de l'été.

Si le technicien argentin a justifié dans un premier temps son choix par des "raisons tactiques", il s'est montré finalement plus loquace sur le cas Sissoko, aligné seulement à six reprises en Premier League cette saison. "Il doit travailler dur et montrer à l'avenir qu'il mérite d'être dans l'équipe."

Questionné sur l'impact d'une telle décision sur le plus gros transfert de l'histoire de son club, Pochettino ne s'est pas démonté et a expliqué sa philosophie. "Le football n'est pas une question d'argent. Les joueurs doivent montrer qu'ils sont meilleurs, qu'ils montrent à l'entraînement qu'ils sont meilleurs qu'un autre coéquipier, et qu'ils méritent ou non d'être dans l'équipe."

Le saladier part en Argentine

L'Argentine remporte la Coupe Davis, après quatre échecs en finale, en retournant la situation face aux Croates dans les deux derniers simples pour s'imposer 3 à 2 dimanche à Zagreb, où Juan Martin Del Potro a été son héros.

Tous ses champions, Guillermo Vilas en 1981, David Nalbandian en 2006 et Juan Manuel Del Potro lui-même en 2008 et 2011, avaient échoué sur la dernière marche. L'Argentine était la seule grande nation du tennis à ne pas avoir son nom gravé sur le Saladier d'argent. Cette anomalie a été réparée.

C'est un sans-grade âgé de 26 ans, Federico Delbonis, qui a eu l'honneur de conclure ce week-end historique. Ce gaucher, 41e mondial, n'a pas tremblé au moment de battre le vétéran Ivo Karlovic, 37 ans, en trois sets 6-3, 6-4, 6-2. L'épilogue était inespéré pour ce joueur qui n'avait jusqu'alors que deux titres mineurs à son palmarès et avait perdu dix fois au premier tour en treize tournois disputés de le mois de juin !

Le grand moment du week-end avait eu lieu en début d'après-midi dans le choc des N.1, remporté par Del Potro sur Marin Cilic, 6e mondial, le grand battu du week-end, au bout d'un formidable remontée.

Mené 2 set à 0, l'Argentin s'est mis à frapper plus fort en coup droit, poussant le Croate à la faute (79 au total). Après cinq manches 6-7 (4/7), 2-6, 7-5, 6-4, 6-3 et 4 h 53 minutes, Del Potro, 28 ans, égalisait pour la deuxième fois en battant son successeur au palmarès de l'US Open (2009 et 2014).

Arbitrage vidéo, hors-jeu... les précisions d'Infantino

Présent à un sommet exécutif du football à Roissy mercredi, le président de la FIFA Gianni Infantino a détaillé les conditions de l'utilisation de la vidéo pour aider l'arbitre. Et a expliqué comment une modification de la règle du hors-jeu peut faire évoluer le jeu.

Audépart, Gianni Infantino n'y croyait pas vraiment. "C'est moi qui étais très sceptique sur la vidéo", a ainsi affirmé le président de la FIFA mercredi à Roissy. Puis il a compris. "On s'est rendu compte que ça peut vraiment aider l'arbitre [...] à ne pas commettre de faute ou d'erreur grave."

Grâce à un dispositif précis. "Avec un arbitre qui est devant un moniteur, a détaillé Infantino.

Qui regarde les images et qui, dans l'espace de quelques secondes, peut immédiatement conseiller l'arbitre, si l'arbitre le lui demande ou s'il n'avait pas vu une erreur grave."

Le recours à la vidéo se fera uniquement pour des décisions "qui changent le match, a expliqué le dirigeant. Des buts, des penaltys, des cartons rouges." Avant de l'exporter en Russie ? "Les premiers résul-

tats sont positifs et j'espère vraiment qu'en 2018 on puisse aider l'arbitre lors de la Coupe du monde", a ainsi avancé, optimiste, l'Italo-suisse.

La règle du hors-jeu peut, elle aussi, être amenée à évoluer. Comme il l'a confié au Parisien mardi, Infantino a répété à Roissy vouloir travailler sur ce sujet. "Et après, il faut aussi regarder comment [faire pour] qu'il y ait plus d'espace sur un

terrain de foot", a jugé le dirigeant.

"Caron voit aujourd'hui, avec la condition athlétique des joueurs, que l'espace dans lequel on joue est assez restreint, a-t-il poursuivi. Adapter la règle du hors-jeu peut peut-être aider à ce sujet-là. On va en discuter."

Une bonne nouvelle pour les attaquants toujours inquiets de voir le drapeau se lever.

COUPE DES CONFEDERATIONS

Le représentant africain pas épargné

Effectué samedi, le tirage au sort de la Coupe des Confédérations a réservé un groupe Brelevé au futur représentant africain. Celui-ci sera connu le 5 février à l'issue de la Coupe d'Afrique des Nations 2017.

Le tirage au sort de l'édition 2017 de la Coupe des Confédérations s'est déroulé ce samedi à la Kazan Tennis Academy, en Russie, pays-hôte du prochain Mondial, en 2018. Et le destin n'a pas été clément avec le futur champion d'Afrique !

Celui-ci hérite d'un groupe B où il devra se coltiner l'Allema-

gne, champion du monde, le Chili, vainqueur de la Copa America, et l'Australie. Autant dire que l'autre poule paraissait plus abordable. Pour rappel, la compétition aura lieu du 17 juin au 2 juillet prochains en Russie et le représentant de la zone CAF sera connu le 5 février prochain à l'issue de la finale de la Coupe d'Afrique des Nations 2017.

Le match d'ouverture opposera la Russie à la Nouvelle-Zélande. La rencontre aura lieu le samedi 17 juin 2017 à Saint-Petersbourg, au Stade de Saint-Petersbourg.

Les amateurs de beau jeu no-

teront également avec intérêt le duel très alléchant entre l'Allemagne et le Chili dans le Groupe B ou encore le face-à-face entre le Portugal et le Mexique dans le Groupe A.

Les deux premiers de chaque groupe seront directement qualifiés pour les demi-finales. Les matches de la première phase se dérouleront à Kazan, Moscou, Saint-Petersbourg et Sotchi.

La première demi-finale sera disputée à Kazan, le mercredi 28 juin 2017. Elle mettra aux prises le vainqueur du Groupe A au deuxième du Groupe B. Le

lendemain à Sotchi, l'autre demi-finale opposera le vainqueur du Groupe B au deuxième du Groupe A.

Moscou accueillera le match pour la troisième place au Stade du Spartak, le 2 juillet. Les vainqueurs des deux demi-finales auront, quant à eux, rendez-vous au Stade de Saint-Petersbourg quelques heures plus tard pour la grande finale.

La composition des groupes:

Groupe A : Russie, Nouvelle-Zélande, Portugal, Mexique

Groupe B : Champion d'Afrique, Chili, Australie, Allemagne.

Session ordinaire du CCEM à Lomé/ Face à l'insécurité dans la CEDEAO

Les armées de la sous-région face à leur responsabilité

* D'importantes résolutions pour assurer la stabilité dans l'espace

Tous les pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest étaient représentés au Togo lors de la 36^{ème} session ordinaire du Comité des Chefs d'Etat-major, CCEM CEDEAO, tenue du 22 au 24 novembre derniers au siège de la BIDC à Lomé. Cette forte mobilisation est une réponse logique aux enjeux sécuritaires préoccupants de l'heure dans la sous-région. Ainsi, le CCEM a mis la barre très haut pour prendre d'importantes résolutions devant permettre d'amoindrir un tant soit peu l'insécurité galopante dans la majorité des Etats membres et qui défavorise le développement de l'espace.

Eric J.

La CEDEAO, créée le 28 mai 1975, est l'un des meilleurs outils d'intégration économique sur le continent africain avec un marché avoisinant les 300 millions d'individus. Malheureusement, à l'image de la majorité des régions africaines, l'espace communautaire est caractérisé par une pauvreté insistante et un taux de chômage très élevé. Malgré les efforts des gouvernements de chacun des Etats pour juguler les problèmes économiques, financiers et sociaux, les populations sont quotidiennement face à une recrudescence de l'insécurité due en grande partie à la situation de précarité des populations qui les rend très vulnérables vis-à-vis des forces de nuisance. Ce qui conduit la Cedeao à se concentrer plus fortement sur la gestion et la résolution des problèmes d'insécurité, à savoir surtout les conflits internes, les litiges entre Etats, les attaques pirates... le terrorisme, qu'à son rôle régalien, celui d'offrir une meilleure condition de vie à l'ensemble des populations par l'intégration économique de ses Etats membres. Le rouleau d'étranglement a atteint son paroxysme au point où les responsables de la communauté décident d'institutionnaliser une politique communautaire de sécurité.

Dans son discours d'ouverture de la 36^{ème} réunion du CCEM, le premier ministre togolais reconnaissait à juste titre que : « Parfois où l'on porte le regard aujourd'hui, et parfois tout près de nous, des peuples s'affrontent, des intérêts s'opposent, les extrémismes se développent. Oui, comme chacun peut l'observer, l'éclatement de nouveaux foyers de crises armées, l'essor du terrorisme, la multiplication d'actes de piraterie, la persistance du crime organisé et la circulation incontrôlée des armes sapent les fondements de nos nations et mettent à mal la sécurité de nos populations. » Ce constat général et inquiétant interpellent plus d'un, en l'occurrence les armées des pays membres. Evidemment que des réflexions s'effectuent aux plans national, régional et continental. Comme l'a reconnu M. Salom Klassou : « Au-delà de tout, il est indéniable que les efforts conjugués de nos dirigeants, ont produit et continuent de produire des dividendes dans le champ du règlement des conflits, comme dans celui de la gouvernance. Notre espace communautaire tourne ainsi, progressivement, le dos aux graves crises armées qui secouaient certains pays frères et surtout dans la sous-région, s'enracinent les valeurs cardinales de la démocratie et de l'Etat de droit socle du vivre ensemble. » Toutefois, il reconnaît que : « Les défis, on le voit bien, sont nom-

breux, multiformes, pressants, et nous obligent à agir, et à agir avec diligence, foi et solidarité pour renforcer, collectivement, la résilience de nos Etats. »

Ainsi, la 36^{ème} réunion du CCEM avait déjà établi son ordre du jour pour éplucher dans les moindres détails les grands foyers de tensions et d'insécurité dans la sous-région afin d'y apporter des réponses ido-



La table d'honneur à l'ouverture de la session

nes. Entre autres, les armées ont voulu connaître les situations en Guinée-Bissau, au Mali et surtout au Nigéria avec le groupe terroriste Boko Haram. En somme, les chefs d'Etat-major, mis de côté les rapports sur la mise en œuvre des recommandations de la 35^{ème} Réunion ordinaire et l'état des lieux du Comité d'Attente de la CEDEAO (FAC), ont fait le point sur les opérations actuelles de l'ECOMIB, sur la situation de la mission de l'ONU au Mali et sur la lutte contre Boko Haram.

Plaidoyer pour l'ECOMIB

La création de l'ECOMIB, entendons Mission de la CEDEAO en Guinée-Bissau, fait suite à une situation d'insécurité généralisée engendrée par le coup d'Etat du 12 avril 2012 ayant renversé le président Raimundo Pereira. Depuis quatre ans, des troupes de la CEDEAO sont stationnées dans le pays afin de promouvoir la paix et la stabilité. Cette mission composée d'environ 550 hommes originaires du Burkina Faso, du Niger, du Nigeria, du Sénégal et du Togo a obtenu, avec le soutien des Chefs d'Etat de la communauté, des résultats encourageants ayant conduit à la signature de bons accords pour la paix. Rappelons, par exemple, entre autres, l'accord de sortie de crise signé le 18 mai 2012 entre le parlement, la junte militaire et plusieurs partis politiques du pays. Il avait prévu notamment la mise en place d'une nouvelle Commission nationale des élections (CNE) qui est chargée de mettre en œuvre une nouvelle loi électorale, une loi électorale source de conflit. C'est également à travers ce texte qu'il était prévu la mise sur pied par le futur gouvernement de l'administration publique et la relance des réformes dans les secteurs de la Défense et de la Sécurité, mais aussi dans l'administration. C'est grâce à

ces séries d'accords que l'élection présidentielle s'est relativement bien tenue avec l'élection de l'actuel Chef de l'Etat, José Mario Vaz.

Cependant, la paix relative en Guinée-Bissau reste toujours fragile à cause des poches de résistance et de l'existence de réseaux de trafics de tous genres. Voilà la principale raison qui a poussé le CCEM à faire savoir que le travail n'est pas en-

core fini dans ce pays. Tout en étant conscients qu'il s'agit là d'un bel outil indispensable pour la Paix, les chefs d'Etat-major de la CEDEAO reconnaissent que la mission éprouve des difficultés financières pour parfaire son travail. La 36^{ème} session du CCEM encourage la Commission de la CEDEAO à s'investir d'avantage auprès des bailleurs pour soutenir financièrement cette parfaite œuvre de la solidarité communautaire.

Notons au passage que le 16 août dernier, M. Marcel Alain de Souza, président de la commission de la CEDEAO déclarait à la suite d'une visite dans le pays que : « Le continent ne peut pas rester éternellement en Guinée-Bissau. Cela nous coûte cher et de plus en plus de chefs d'Etat m'ont demandé d'organiser la démobilisation. » Avant d'annoncer : « C'est sur cela que nous avons travaillé, prolonger leur séjour d'un an pour que la situation de sécurité soit renforcée. »

Renforcer les forces armées maliennes

La situation au Mali est d'autant plus préoccupante sur le plan sécuritaire qu'humanitaire. Selon les chefs d'Etat-major de la CEDEAO, la seule alternative pour le retour de la paix dans ce pays est le renforcement des forces de défense et de sécurité maliennes. En fait, il est de notoriété de constater que plusieurs parties, voire des régions entières du territoire malien ne disposent plus de forces de défense. Surtout que des milices des groupes armés y règnent en maître. Et la conséquence est qu'ils sèment la désolation et la tristesse au sein des populations. Pour mettre fin à une telle situation, le CCEM exhorte le gouvernement à donner plus de moyens aux forces armées maliennes en vue de leur présence sur l'ensemble du territoire national. Evidemment qu'une présence effective de l'armée déployée dans tous les secteurs

devra faire fuir les groupes armés sans foi ni loi toujours actifs sur le terrain.

Rester solidaire contre Boko Haram

La force de nuisance de Boko Haram n'étant plus à démontrer, c'est unanimement que la communauté internationale dénonce les méthodes sanguinaires de ce groupe lié à l'Etat islamique, EI. Et c'est unanimement également que tout le monde reconnaît que le Nigéria seul ne peut jamais venir à bout de cette usine de guerre et de terreur basée sur son territoire. Le CCEM se réjouit donc de la force multinationale mixte composée des armées du Cameroun, du Niger, du Nigéria et du Tchad mise en place pour combattre le groupe au gourou Abubakar Shekau. Cette initiative a permis de réduire considérablement le champ de combat de la secte devenue groupe armé, de même que sa force de nuisance. C'est pour cette raison que les adeptes du groupe ne mènent plus que des actions sporadiques dans la sous-région contrairement aux vastes opérations de carnage perpétrées ça et là dans le temps. A cet effet, le CCEM invite les



Etats à rester solidaires à cette force mixte et à renforcer leur coopération pour l'anéantissement total de ce groupe terroriste.

Etre prêt à toutes éventualités

L'une des plus importantes décisions de la 36^{ème} réunion du CCEM concerne sans nul doute la Force en attente de la CEDEAO, FAC. « Face à un environnement dominé par les menaces sécuritaires, point n'est besoin de rappeler que notre responsabilité pour la paix, la sécurité et la stabilité pour nos pays est grande. A cette fin, il est nécessaire voire urgente de mettre en commun nos moyens logistiques et nos hommes afin de renforcer la capacité opérationnelle de nos armées dans le cadre d'une force africaine en attente », a déclaré le Chef d'Etat-major Général des Forces Armées Togolaises, le Général de Brigade KADANGHA Abalo. En effet, les conflits et toutes les formes d'insécurité sur le continent a fait prendre conscience aux instances dirigeantes de l'Union africaine à former la Force africaine en attente, FAA. Elle répond à la volonté d'agir rapidement et efficacement au cours de crises multiples et multiformes sur le continent. Dans cette quête sécuritaire, les zones d'échanges ont convenu de créer dans leur région

des bases en attente pour plus de mobilité et une intervention prompte. C'est ainsi que la CEDEAO a créé la FAC qui devient de facto une branche de la FAA. Dans un souci de rendre opérationnelle cette force, la 36^{ème} réunion du CCEM a pris la résolution d'inditer la création dans chaque pays membre des troupes prêtes à intervenir en cas de nécessité. Cette initiative devra réduire le temps d'intervention dans les zones en crise de la sous-région.

Engros, la 36^{ème} réunion du CCEM a tourné logiquement au tour de la paix dans la sous-région et par ricochet sur l'ensemble du continent. Et c'est de ça qu'il s'agit : sécuriser la sous-région pour promouvoir la paix et le développement. Comme l'a si bien dit le Premier ministre Salom Klassou : « Cette 36^{ème} réunion ordinaire du comité des Chefs d'Etat-major de la CEDEAO revêt toute son importance car elle constitue une occasion renouvelée, aux professionnels dévoués que sont les forces armées, et à travers l'organisation sous régionale qu'est le CCEM, de donner un nouvel élan à notre désir partagé de paix et de sécurité pour l'intégration effective et le développement harmonieux auxquels aspirent les peuples. »

CEPD 2016 : 100%
BEPC 2016 : 100%
BAC I 2016 : 85%
BAC II 2016 : 80%

AGENCE MSTIC REPETITION

Agrée par arrêté N°2015/104/METFP/CAB/SG/SE-CPO

GESTION DES COURS DE REPETITION A DOMICILE, REMISE A NIVEAU
 ET PRISE EN CHARGE PSYCHOLOGIQUE DES ELEVES
 (Von face TOGOCEL Nukafu, 5ème von à droite et 1er von à gauche
 Non loin de la mosquée Kidwan)

Tel : 22 4401 03 / 90 67 34 08 / 98 17 77 11
 B.P. 8716 Email : agencemstic@gmail.com

Contact : 90 67 34 08

L'AGENCE MSTIC VOUS PROPOSE DES REPETITEURS QUALIFIES POUR LA REUSSITE DE VOS ENFANTS

Vous cherchez des répétiteurs pour votre enfant ou votre enfant éprouve des difficultés dans une ou plusieurs matière(s) donnée(s) ou votre enfant a plusieurs fois échoué à son examen, plus de souci à vous faire. L'agence MSTIC REPETITION est là pour vous.

Au MSTIC, vous trouverez des répétiteurs qualifiés, dynamiques, compétents, expérimentés (programme togolais et français) dans les matières suivantes :

✓ Mathématiques Générales,	✓ Economie Générale,
✓ Mathématiques financières,	✓ Gestion,
✓ Sciences physiques,	✓ Eco Orga,
✓ Science de la vie et de la terre,	✓ Informatique,
✓ Les langues: français, anglais, allemand,	✓ Philosophie,
✓ Histoire, Géographie	✓ Etc.

L'agence MSTIC REPETITION a recruté et formé des Enseignant-répétiteurs pour assurer un meilleur encadrement de vos enfants. Fini donc les répétiteurs choisis par hasard ou par tâtonnement. MSTIC assure un contrôle régulier de ses Enseignant-répétiteurs et vérifie l'amélioration du niveau des élèves répétés.

Un suivi psychologique gratuit est accordé à chaque apprenant pour améliorer les résultats et garantir une parfaite réussite aux différents examens.

Vous pouvez vous abonner pour les classes suivantes :

• Ecole primaire : CP1, CP2, CE1, CE2, CM1, CM2

• Collège : 6^e, 5^e, 4^e, 3^e

• Lycée Général : 2^{nde}, 1^{ère}, 1^{ère} des séries A, C, D

• Lycée technique : 2^{nde}, 1^{ère}, 1^{ère} des séries G1, G2, G3, E, F

AVEC MSTIC, VOTRE ENFANT VA REUSSIR !!!

L'UNION N°974 du 29 Novembre 2016

Journée du Groupe Togo Telecom à la 13^e Foire internationale de Lomé

Le Groupe Togo Telecom annonce la 4G pour 2017

Depuis le vendredi 18 novembre 2016, sur les sites du CETEF, la 13^e Foire internationale de Lomé a ouvert ses portes à toute la population togolaise et étrangère. Comme les jours passent et ne se ressemblent pas, celui de ce samedi 26 novembre a présenté également une deces images qui sera bien gravée dans les têtes : la journée du Groupe Togo Telecom, sponsor officiel de l'évènement.

Maurille AFERI

C'est autour d'un programme très alléchant que cette journée du groupe a commencé ce 26 novembre.

Après l'installation des invités, c'est aux sieurs Steven Anredon et Laurent Koufessi qu'est échu l'honneur de présenter et de développer succinctement le thème de la journée, à savoir « Les dernières innovations du Groupe Togo Telecom au service du développement. »

Il est généralement question des services Tmoney, l'ADSL, la 3G, l'annuaire téléphonique électronique, le Tarif unique et le Wifi Public. Mais particulièrement des trois plus innovants tels présentés par M. Ago Bazaa. « Les innovations que le groupe Togo Telecom a amenées sur la foire sont la 3G+ qui est devenu un outil d'abondance, beaucoup de volumes



pondu aux différentes questions, quelques fois « suspectes » des journalistes et invités présents. De ce panel va ressortir les perspectives prochaines du groupe, qui lui permettront, encore une fois d'affirmer son leadership dans le milieu de la télécommunication nationale. « Comme perspective d'avenir, nous nous sommes assez préparés pour

« Sans oublier bien sûr avec une très bonne qualité de service et de proximité à vos côtés ». Cette qualité qui est le fruit de tous les travaux sur les infrastructures du groupe avec une mutualisation des efforts, des infrastructures...

La visite des stands du Groupe Togo Telecom fera suite à la partie du programme qui s'est déroulée dans la grande salle de conférence de la Foire Togo 2000. Des stands décorés à la grandeur et l'importance de la société. Ici c'est le stand commercial où on vend les produits du groupe, on configure ou on assiste. Là, c'est le service après-vente et de l'autre côté c'est la zone wifi public, avec suffisamment d'agents pour démontrer et accompagner les potentiels clients.

Après le cocktail et l'exhibition des offres du groupe (vélo, segway, train, oriflamme, drapeau...), la journée du groupe leader sera boudée par des jeux promo et le concert géant aux visuels du Groupe Togo Telecom, une société très citoyenne.

Rappelons que le Directeur du CETEF, Banka Johnson a pris part à tout l'évènement en l'honneur du sponsor officiel de la foire. Il a profité pour exprimer toute sa gratitude au groupe Togo Telecom qui depuis plus d'une dizaine d'années a soutenu tous les grands événements du CETEF.



aux prix réduits (inchangés) ; la seconde innovation est l'ADSL. Vous avez vu notre ADSL sur la foire, ça marche à de grosses capacités. Tricêtement, nous offrons le Wifi public. Si vous êtes sur le site de la foire, vous pouvez gratuitement accéder au Wifi public.»

Sera suivi le panel de questions-réponses où sans retenue, ni réserve M. Ago Bazaa B., Directeur commercial et marketing de Togocellulaire et Tamekloe, Directeur distribution et marketing de Togotelecom, ont ré-

affronter 2017 avec les gigabits. Nous nous sommes transformés, nous allons offrir de grosses capacités au niveau internet à travers la technologie, dopée par la fibre optique... Quand nous disons que c'est la 4G qui va être le dbu de 2017, c'est que nous sommes en train de déployer la fibre optique partout sur le territoire national et nous engageons à vous offrir de grosses capacités à data transmission», affirmait Ago Bazaa, avec un renchérissement de M. Tamekloe,

Sida/Selon l'ONG ONE Campaign

L'épidémie de sida menace de reprendre vigueur

A l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida le 1^{er} décembre, l'ONG ONE Campaign, active contre l'extrême pauvreté et les maladies communes qui frappent le Tiers-Monde, met en garde contre le fait que les progrès enregistrés ces dernières années dans la lutte contre le sida risquent d'être réduits à peu de choses.

Le financement n'a pas évolué pour la quatrième année consécutive, affirme ONE Campaign, alors qu'un budget annuel supplémentaire de 7 milliards d'ici 2020 est nécessaire. Le rapport de ONE Campaign, qui se base sur les progrès et les défis en matière de lutte contre le VIH et le sida, postule que si rien ne change, le nombre de nouvelles in-

fections chez les adolescentes et les jeunes femmes ne diminuera que très peu (de 390.000 en 2015 à 364.000 en 2020). L'objectif est pourtant tout autre puisqu'on vise une diminution de 100.000 contaminations. Par ailleurs, en 2020, seuls 26,5 millions de patients contaminés par le VIH auraient accès au traitement antirétroviral, au lieu des 30 millions espérés. Le financement resterait bloqué à 19 milliards de dollars, loin des 26,2 milliards nécessaires. « La lutte contre le VIH et le sida est victime de son propre succès », estime Jenny Otterhoff, principal auteur du rapport, dans un communiqué. « De nombreux résultats ont été enregistrés depuis 2002 : le nombre d'infections a baissé à 2,1 millions par an

et 2 millions de personnes ont accès chaque année au traitement ». « Nos rapports annuels démontrent malheureusement que le financement de la lutte contre la maladie stagne. Il manque au moins 7 milliards de dollars et cela représente une menace », poursuit Jenny Otterhoff. « Les infections pourraient repartir à la hausse, notamment auprès de la population des adolescentes. Les dirigeants du monde, les donateurs et les gouvernements africains ont quatre ans pour tenter d'arrêter ce déclin, de saisir l'instant et de libérer plus de fonds pour faire de l'éradication du sida - une ambition mentionnée dans les Objectifs mondiaux - une réalité d'ici 2030 ».

1^{er} forum sur l'alimentation scolaire

L'EPP « Alati Marché », une réussite des cantines scolaires

Etonam Sossou

L'Ecole Primaire Publique « Alati Marché » est l'une des établissements scolaires qui bénéficient du programme des cantines scolaires. Située à 13 km de Notsé, dans la préfecture du Haho, elle a accueilli le 25 novembre, une délégation des participants au 1^{er} forum sur l'alimentation scolaire.

Dans cet établissement scolaire, 550 élèves ont droit à un repas bien équilibré, les jours de classe. Ce 26 novembre, Ayimolou au poisson, et orange pour le dessert, était au menu. A 11h30mn, ils se sont mis en rang pour se laver les mains à l'eau propre et au savon. Une étape qui se déroulera sous la supervision des enseignants. Ils retournent dans les classes et ce sont les « femmes mamans », qui arrivent avec

la nourriture. Après le repas, ceux qui n'habitent pas loin de l'école rentrent chez eux et les autres se livrent à des jeux ou se reposent à l'ombre en attendant la reprise des cours dans l'après-midi.

« C'est un projet bien piloté, les enfants ont des repas complets, c'est un bon exemple à suivre et

Fara, Adjointe au Représentante du PAM Togo-Bénin.

Le programme des cantines scolaires a démarré à l'EPP « Alati Marché » en 2014 avec un effectif de 457 élèves. Aujourd'hui grâce au programme, cet effectif est passé de 457 à 550 élèves, de même que les taux de



Les élèves EPP Alati marché

à soutenir. Je suis vraiment très satisfaite», a affirmé Mme RAKOTONDRANDRIAMARO

réussite au CEPD: 70% en 2013-2014; 83,33% en 2014-2015; 83,92% en 2015-2016.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N° 413 DE LOTO KADOO DU 18 Novembre 2016

La LONATO a procédé vendredi au 414^e tirage de LOTO KADOO avec bonus. Lors du tirage précédent, c'est à Dapaong, Kara, Sokodé, Sotouboua, Badou, Kougnohou et Lomé que des gagnants de gros lots ont été répertoriés.

Les opérateurs 10121 et 10021 basés respectivement à Dapaong et Kara ont recensé chacun un lot de 750.000 FCFA.

ABadou, ce sont un lot de 1.500.000 FCFA et un lot de 2.000.000 FCFA qui ont fait le bonheur des parieurs qui ont tenté leurs chances sur les points de vente 2102 et 20128.

Les opérateurs 10226, 1307 et 2512 situés respectivement à Sokodé, Sotouboua, et Kougnohou ont enregistré chacun un lot de 500.000 FCFA.

Dans la capitale, il est dénombré deux lots de 500.000 FCFA, un lot de 625.000 FCFA, deux lots de 750.000 FCFA et un lot de 1.000.000 FCFA, gagnés sur les points de vente 60600, 90039, 60800, 3414, 6453 et 6913.

Après le grand tirage régional du 29 juillet 2016, des gros lots restent encore à gagner au grattage et au tirage avec les tickets de la TCE 2016. Au grattage, vous pouvez gagner jusqu'à 500.000 FCFA.

Au tirage des gros lots sont encore à enlever :

- Pour la série K un lot de 1.500.000 FCFA

- Pour la série Y un lot 1.500.000 FCFA et un lot de 1.000.000 FCFA

Alors n'hésitez pas ! Tentez votre chance en achetant à 200 FCFA vos tickets de la TCE 2016 dans les points de vente habituels (agences, postes de jeux sur ordinateur et auprès des vendeurs ambulants).

La remise des lots à Lomé se fera au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les Agences Régionales.

**Avec la LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS !
BONNE CHANCE A TOUS !**

LOTO KADOO

Résultats du tirage N° 414 de LOTO KADOO du vendredi 25 Nov. 2016

Numéro de base

Numéros bonus

28

27

65

78

73

88

03

T MONEY

Pour y
accéder,
composez

***145#**

Gérez tout via votre mobile !

✓ Simple ✓ Rapide ✓ Sécurisé

Transfert d'argent

Achat

Paieement

Souscription au service

gratuite

La banque digitale

BTCL



LE LEADER

service client : 808

www.facebook.com/Togocell

www.twitter.com/togocell

www.togocell.tg

certifiée ISO 9001 et ISO 14001